



**zéro licenciements,
zéro suppressions d'emplois**

NPA

POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

Licenciements boursiers chez Renault...

Renault annonce 6000 suppressions d'emplois. Malgré 1,5 milliards de bénéfices nets pour le 1^{er} semestre 2008, les usines sont à nouveau sommées de « poursuivre leurs actions de productivité pour atteindre ou dépasser leur objectif de performance » Le vrai motif de ces licenciements c'est donc le choix de verser toujours plus de dividendes aux actionnaires, d'augmenter de 150% le dividende par action et de porter la marge opérationnelle à 6% en 2009.

Licenciements punition chez Goodyear...

- Les salariés de Goodyear Dunlop à Amiens avaient refusé à 65% le passage en 4X8,
- un rythme de travail épuisant qui exige le même travail avec une équipe en moins.
- Les patrons ne désarment pas, annoncent en janvier 478 licenciements sur les deux sites d'Amiens si les salariés persistent à refuser de perdre leur vie à la gagner.
- Finalement à Dunlop, CGT, CFTC, FO et CGC cèdent et acceptent les 4 x 8. Les patrons s'acharnent sur le site rebelle d'Amiens Nord : 402 licenciements ! Ce sont volontairement des licenciements secs, les plus brutaux possibles, pour faire payer aux salariés leur refus de courber l'échine.
- Il faudrait aussi citer Doux en Bretagne, Altadis racheté par Imperial Tobacco, Gandrange sacrifié par Arcelor Mittal et bien d'autres où les patrons licencient pour augmenter leurs marges.

Suppression d'emploi dans la fonction publique

- Après les 22900 suppressions du budget de 2008, les 11200 de 2007, la programmation budgétaire 2009-2012, planifie la suppression de 30600 postes de fonctionnaires en 2009.
- On se dirige à marche forcée vers les objectifs définis par le FMI : 100000 fonctionnaires de moins en 2011 et 100 milliards d'économie sur les emplois publics dans les 70 ans à venir. Ces suppressions s'accompagnent d'une offensive idéologique d'ampleur. Avec la « redistribution » aux agents en place de la moitié des économies dégagées sur les postes, les salaires à la tête du client sont systématisés. Comme si l'incertitude sur l'avenir et la destruction du service public ne suffisaient pas, ce système instaure comme dans le privé la division et la guerre de tous contre tous.
- Des postes supprimés c'est l'angoisse pour celles et ceux qui perdent leur emploi. D'autant qu'avec le chômage massif et l'Offre Raisonnable d'Emploi, c'est-à-dire l'impossibilité de refuser plus de deux offres sous peine de se voir privé de ressource, la perte d'emploi sonne comme la condamnation à la misère.
- Dans le public comme dans le privé les emplois supprimés se traduisent inmanquablement par une surcharge de travail pour celles et ceux qui restent qui doivent se partager à moins nombreux le même travail.
- Le chômage massif pèse sur tous les salariés, il permet aux patrons de se croire tout permis, d'imposer une dégradation des conditions de travail, de salaire, de protection sociale...
- La riposte ne peut pas être l'affaire des seuls salariés menacés. C'est faire l'affaire de tous. Dans des secteurs comme l'automobile, dans des régions, la mobilisation s'organise et c'est un premier pas.
- Mais nous avons besoin d'une réponse à un niveau supérieur, d'une réponse nationale et interprofessionnelle. Autour des boîtes concernées, peut se coordonner une mobilisation pour exiger que les licenciements, socialement et humainement inacceptables, soient mis hors la loi, imposer le droit à l'emploi comme un droit absolu qui doit passer avant les profits.



Pour prendre contact :

Envoyez vos coordonnées à Nouveau Parti anticapitaliste - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

Nom :

Prénom :

adresse :

Tel :

Mail :